

Le Dragon des Neiges : les stratégies de la Chine en Arctique

OLGA V. ALEXEEVA ET FRÉDÉRIC LASSERRE

RÉSUMÉ : Depuis quelques années, de nombreux articles de presse et d'analystes prédisent un regain de tension dans l'Arctique, dans ce qui serait une course à l'appropriation des espaces maritimes. Dans cette course, la Chine chercherait à se poser en acteur incontournable. Nombre d'analyses mettent l'accent sur les ambitieux projets chinois dans la région, et sur le potentiel déstabilisateur de ces ambitions. En réalité, si le gouvernement chinois semble préciser, depuis peu, une politique arctique, rien ne laisse entendre que la Chine va contester les revendications des pays riverains ou chercher à imposer un coup de force pour s'emparer des ressources supposées de la région.

MOTS-CLÉS : Chine, Arctique, stratégie, géopolitique, ressources naturelles, partenariat stratégique sino-russe.

Depuis quelques années, la région de l'Arctique suscite un intérêt international grandissant, intérêt reflété par les discours des médias sur l'abondance supposée de ses ressources, sur les enjeux frontaliers et sur l'ouverture possible de nouvelles routes maritimes⁽¹⁾. Située au Nord du cercle polaire, la région comprend de nombreuses mers et concerne huit pays, dont cinq, le Canada, la Russie, les États-Unis, la Norvège et le Danemark (via le Groenland)⁽²⁾, sont directement riverains de l'océan Arctique. Les nouvelles réalités climatologiques donnent des opportunités géostratégiques et géoéconomiques prometteuses qui n'ont pas échappé aux pays avoisinants en quête, d'une part, de ressources naturelles pour soutenir leur croissance économique, et d'autre part, de profits commerciaux que devraient engendrer la mise en service d'une voie de navigation nord-est. Celle-ci, en étant plus courte et plus rapide, pourrait offrir des gains significatifs par rapport aux alternatives via le canal de Suez⁽³⁾. Du moins c'est l'idée que reflètent la plupart des discours sur cette partie du monde.

Toutefois, l'intérêt pour la région ne se limite pas aux pays limitrophes. D'autres pays y voient également un enjeu géostratégique et sont parfois dépeints comme convoitant l'Arctique. La Chine, qui n'a pas d'accès direct à cette région du monde, et n'a donc pas de base légale lui permettant de formuler des revendications, a adopté une attitude très prudente et en apparence passive⁽⁴⁾. Cependant, sa présence en Arctique semble de plus en plus importante. En quelques années, Pékin a réussi à mettre en place et à conduire avec succès un vaste programme de recherches scientifiques indépendantes (climatologiques, géologiques, biologiques, etc.) tout en ayant très peu, voire aucune, expérience significative de recherches en cette zone géographique au préalable. En parallèle, la Chine a fait un effort considérable pour tisser des liens politiques et économiques avec les petits pays arctiques – la Norvège et l'Islande – mais aussi pour inclure la problématique arctique dans l'agenda de discussions diplomatiques avec la Russie et le Canada⁽⁵⁾.

Ces efforts chinois, depuis 2009 environ, suscitent des réactions négatives de la part des médias ou de certains analystes, qui brossent volontiers le portrait d'une Chine ambitieuse, conquérante, prête à bousculer la souveraineté des pays de la région. Ainsi, l'irruption du brise-glace de re-

cherche chinois à Tuktoyaktuk (Territoires du Nord-Ouest, Canada) en 1999, alors qu'il n'était pas attendu, est présentée comme la preuve d'intentions inavouées⁽⁶⁾, même s'il s'avère que le gouvernement chinois avait bel et bien déposé une requête auprès de l'ambassade canadienne à Pékin⁽⁷⁾. La thèse proposée par l'amiral chinois Yin Zhuo⁽⁸⁾ selon laquelle les ressources arctiques relèvent du patrimoine de l'humanité, est présentée comme la preuve de la duplicité du gouvernement chinois, dont les ambitions arctiques menaceraient les intérêts du Canada ou des autres riverains de l'Arctique⁽⁹⁾.

1. Arvind Gupta, « Geopolitical implications of Arctic meltdown », *Strategic Analysis*, vol. 22, n° 2, 2009, p. 174-177 ; Stephanie Holmes, « Breaking the Ice: Emerging Legal Issues in Arctic Sovereignty », *Chicago Journal of International Law*, vol. 9, n° 1, 2008, p. 323-352 ; Frédéric Lasserre (dir.), *Passages et mers arctiques. Géopolitique d'une région en mutation*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2010.
2. L'Islande, au Nord de l'Atlantique nord, n'est pas considérée par les pays du Conseil de l'Arctique comme étant riveraine de l'océan Arctique.
3. U. A. Evdokimov, U. M. Batsikh, A. V. Istomin, « Severnyj morskoi put' : problemy, vozmozhnosti, perspektivy vozrojdenia » (La route maritime du Nord : problèmes, opportunités, perspectives de renaissance), *Ekonomicheskaia nauka sovremennoi Rossii (Science économique de la Russie contemporaine)*, vol. 2, 2000, p. 101-112 ; Li Zhenfu, « Beiji hangxiande Zhongguo zhanlue fenxi » (Analyse de la stratégie chinoise en matière de route maritime du Nord), *Zhongguo ruankexue*, n° 1, 2009, p. 1-7 ; Frédéric Lasserre, « Géopolitiques arctiques : pétrole et routes maritimes au cœur des rivalités régionales ? », *Critique Internationale*, vol. 49, 2010, p. 131-156 ; V. Peresipkin, A. N. Iakovlev, « Severnyj morskoi put' v probleme mejdunarodnykh transportnykh koridorov » (La route maritime du Nord dans les réseaux de transport internationaux), *Transport Rossijskoi Federatsii* (Transport de la Fédération de la Russie), n° 3, 2006, p. 30-35.
4. Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China (2010), *China's View on Arctic Cooperation*, 2010, www.fmprc.gov.cn/eng/wj/zjzj/tyfls/tfsxw/t812046.htm (consulté le 7 août 2012).
5. Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, « Director General Huang Huikang Meets with Canadian Assistant Deputy Minister of Foreign Affairs Christie », 2011, www.fmprc.gov.cn/eng/wj/zygy/gyhd/t858972.htm (consulté le 7 août 2012).
6. « Who will guard our gaping back door? », *Edmonton Journal*, 18 novembre 2007.
7. Nancy Teeple, « A Brief History of Intrusions into the Canadian Arctic », *Canadian Army Journal*, vol. 12, n° 3, 2010, p. 45-68.
8. Gordon Chang, « China's Arctic Play », *The Diplomat*, 2010, <http://the-diplomat.com/2010/03/09/china%E2%80%99s-arctic-play> (consulté le 8 août 2012).
9. Curtis David Wright, « The Panda Bear Readies to Meet the Polar Bear: China Debates and Formulates Foreign Policy Towards Arctic Affairs and Canada's Arctic Sovereignty », *Canadian Defence & Foreign Affairs Institute Papers*, 2011, www.cdfai.org/PDF/The%20Panda%20Bear%20Readies%20to%20Meet%20the%20Polar%20Bear.pdf (consulté le 8 août 2012).



Photo 1 : L'affiche pour la Journée mondiale des Océans représentant le brise-glace chinois *Xuelong*, State Oceanic Administration, Pékin, 10 décembre 2012.

© Olga Alexeeva

Dans cette optique, il nous paraît important de dresser un bilan de la présence chinoise en Arctique et de se pencher sur l'analyse de sa politique envers cette région du monde. Les ressources naturelles potentielles et les possibles routes maritimes alimentent la spéculation au sujet des convoitises des puissances régionales et mondiales, soucieuses de leur situation économique qui repose désormais, en grande partie, sur la sécurité énergétique. L'objectif de cet article est de donner un aperçu des activités de la Chine en Arctique, tant sur le plan scientifique que politique, et de tenter d'identifier quelle est la stratégie de Pékin dans cette zone polaire.

La présence chinoise en Arctique

Jusque récemment, sur fond de compétition internationale pour le contrôle des zones arctiques, attisée par le changement climatique, la présence croissante de la Chine en Arctique passait en quelque sorte inaperçue. Ainsi, malgré l'existence d'un certain nombre de reportages et d'articles de presse traitant de ce sujet, très peu d'études scientifiques sont consacrées à la politique et aux objectifs de la Chine en Arctique⁽¹⁰⁾. Le rapport de l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (SIPRI), intitulé « China prepares for an ice-free Arctic », publié en

2010⁽¹¹⁾, a été l'une des premières recherches à traiter de cette problématique. Il a attiré l'attention de la communauté internationale qui a soudainement découvert que la Chine aspirait à devenir l'un des principaux acteurs en Arctique et à participer de manière active à la gestion des ressources et au débat sur la gouvernance de cette zone géographique.

Aussi, en faisant une recherche bibliographique dans la plus grande base de données chinoise – *Wanfang Data*⁽¹²⁾, nous avons trouvé plus d'une centaine de publications de chercheurs chinois, toutes disciplines confondues, consacrées à l'Arctique. Si les articles publiés entre 1996 et 2008 traitent essentiellement des sujets écologiques – les problèmes de réchauffement climatique en Arctique et de variation de températures, la biodiversité, etc.⁽¹³⁾, les publications des cinq dernières années sont surtout consacrées au rôle que cette région du monde pourrait jouer dans le futur développement économique et géostratégique de la Chine⁽¹⁴⁾.

Un important programme de recherche polaire

L'intérêt de la Chine pour l'Arctique ne s'est pas manifesté uniquement sur les pages des articles académiques, mais aussi sur le terrain. En 1992, donc avant que l'on ne parle de l'ouverture des routes arctiques, Pékin a organisé son premier programme de recherches scientifiques de cinq ans dans l'océan Arctique en partenariat avec les universités allemandes de Kiel et de Brème. Ce projet a été suivi par l'entrée de la Chine au Comité International des sciences arctiques (CISA) en 1996. Créé en 1990, cet organisme a pour mission de favoriser et de faciliter la coopération dans tous les aspects de la recherche arctique dans l'ensemble de la région et comprend à ce jour 18 pays membres. L'objectif principal du programme de recherches chinois en Arctique est d'étudier les interactions entre l'Océan glacial arctique, les glaces maritimes et l'atmosphère, ainsi que de constituer une base de données et d'échantillons importante, afin d'en apprendre davantage sur l'influence des changements climatiques anormaux du pôle Nord sur le climat chinois⁽¹⁵⁾.

L'achat d'un brise-glace (Classe polaire 5⁽¹⁶⁾) en Ukraine en 1994, baptisé

- Frédéric Lasserre, « China and the Arctic: Threat or Cooperation Potential for Canada? », *CIC China Papers*, n° 11, 2010.
- Linda Jakobson, « China Prepares for an Ice-Free Arctic », *SIPRI Insights on Peace and Security*, n° 2, 2010, <http://books.sipri.org/files/insight/SIPRIInsight1002.pdf> (consulté le 8 août 2012).
- Wanfang data* est la première base de données qui a été créée en Chine dans les années 1950. Au début, elle avait pour but de numériser les informations concernant des entreprises et leurs produits et a été fondée par l'Institut des sciences technologique et informatique en Chine. Transformée par la suite dans une vaste base d'informations électronique multidisciplinaire, elle propose plusieurs collections (périodiques, thèses, archives, etc.), sur www.wanfangdata.com.cn (consulté le 8 août 2012).
- Voir, par exemple, Yan Qide, « Beiji diqu yu quandqie bianhua » (L'Arctique et le changement global), *Kexue*, vol. 57, n° 3, 2005, p. 14-17 ; Chen Liji, « Nanji he Beiji diqu zai quanqiu bianhuazhongde zuoyong yanjiu » (Étude du rôle de l'Arctique et de l'Antarctique dans le changement global), *Dixue qianyan* (Earth Science Frontiers), vol. 9, n° 2, 2002, p. 245-253.
- Consulter par exemple Ren Xiaowei, Li Yongqiang, « Beibingyang zhuquan zhi jue yu Zhongguo guoji zeren xianxi » (Analyse des problèmes de souveraineté en océan arctique et la responsabilité internationale de la Chine dans ce dossier), *Lanfeng shifan xueyuan xuebao*, vol. 24, n° 4, 2008, p. 66-69 ; Shi Chunlin, « Beibingyang hangxian kaitong dui Zhongguo jingji fazhandede zuoyong ji Zhongguo liyong duice » (L'utilisation et le rôle des routes maritimes en Arctique pour le développement économique de la Chine), *Jingji wenti tansuo*, n° 8, 2010, p. 47-52.
- Chen Liji et al., « Yingxiang Beiji diqu xunshu bianhuade yixie guanjian guocheng yanjiu » (Étude des principaux facteurs exerçant une influence sur les changements rapides en Arctique), *Jidi yanjiu* (Chinese Journal of Polar Research), vol. 15, n° 4, 2003, p. 283-302.
- Selon les nouvelles normes de classification IACS (International Association of Classification Societies), les navires à coque renforcée ou les brise-glace ont une cote de 7 (capacité minimale de navigation dans la glace) à 1 (navire capable de naviguer toute l'année dans les eaux polaires).

Xuelong 雪龙 ou *Dragon des neiges* ⁽¹⁷⁾, a permis aux Chinois de monter un programme de recherches polaires indépendant et de réaliser plusieurs expéditions scientifiques en Arctique et en Antarctique (voir Photo 1). Coordonnés par l'agence nationale – Chinese Arctic and Antarctic Administration (CAA) ⁽¹⁸⁾, ces travaux de recherches ont pris une envergure impressionnante. Ainsi, outre 27 expéditions dans l'Antarctique, la Chine a préparé et conduit quatre expéditions en Arctique (1999, 2003, 2008 et 2010) et a fondé sa première station, Fleuve Jaune 黄河, à Ny-Alesund, sur l'île de Spitzberg, archipel de Svalbard, en Norvège (2004). En 2009, le gouvernement chinois a pris la décision d'améliorer les capacités de sa flotte en développant et en mettant en place la production industrielle des brise-glaces chinois. Le premier navire, qui doit voir le jour en 2013, sera capable de se frayer un chemin à travers des glaces de 1,5 mètre d'épaisseur (Classe polaire 4) et pourra déplacer 8 000 tonnes de cargaison ⁽¹⁹⁾.

Le déploiement d'une diplomatie économique vers les pays scandinaves et la Russie

En parallèle à ces activités scientifiques, le gouvernement chinois a aussi développé de nombreux partenariats politiques et économiques avec les pays arctiques, notamment avec la Norvège (2001), le Danemark (2010) et l'Islande (2010). Si la Chine cherche à développer sa coopération avec la plupart des pays européens, on observe une concentration des efforts chinois sur les pays scandinaves sans commune mesure avec l'importance de leurs marchés. Les accords signés portent principalement sur le développement de la coopération dans le domaine de la navigation en Arctique, de l'exploitation des ressources naturelles, des échanges académiques et des recherches conjointes. Ils portent aussi sur l'appui de la candidature de la Chine en tant qu'observateur permanent au Conseil Arctique, un forum intergouvernemental régional qui promeut la coopération et les interactions entre les pays arctiques ⁽²⁰⁾. En 2007, la Chine a déposé une demande pour devenir observateur permanent au sein de l'institution de coopération régionale. En 2009, lorsque le Conseil a examiné les demandes de la Chine, de la Corée du sud et de l'Union européenne, le refus de la Norvège, du Canada et de la Russie face à la candidature européenne l'a conduit à leur accorder le statut provisoire d'observateurs *ad hoc*, en attendant le réexamen de leur candidature. Pékin déploie donc une intense campagne diplomatique et économique pour plaider sa cause auprès des pays scandinaves et souligner l'intérêt d'une coopération économique – essentiellement dans le domaine des ressources naturelles. La Suède, le Danemark, l'Islande ont signifié leur appui à l'admission définitive de la Chine. La Norvège se montre moins réceptive quant aux arguments chinois, du fait de la controverse bilatérale entourant l'attribution du prix Nobel de la Paix 2010 au dissident chinois Liu Xiaobo, mais a néanmoins affirmé qu'elle soutiendrait la candidature de la Chine ⁽²¹⁾.

Ainsi, en mai 2010, le Danemark a accueilli la première délégation de commerçants et d'investisseurs chinois qui ont signé des contrats et des lettres d'intentions dans les domaines de l'énergie, de l'économie verte, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dont la valeur totale est estimée à plus de 740 millions de dollars américains ⁽²²⁾. La Chine semble également désireuse de développer les activités minières au Groenland. L'entreprise britannique London Mining envisage de produire 15 millions de tonnes par an de minerai de fer concentré (magnétite) dès 2015 à partir du gisement d'Isua, avec des investissements de Sinosteel et de China Communications Construction Corp. Greenland Minerals and Energy affirme que le gisement

de Kvanefjeld pourrait produire 20 % de la demande en terres rares et de grandes quantités d'uranium dès 2016 ⁽²³⁾. La capacité de Kvanefjeld d'influencer les cours mondiaux en fait un projet stratégique pour des entreprises chinoises comme Inner Mongolia Baotou Steel Rare Earth, déjà le premier producteur de terres rares ⁽²⁴⁾.

En Islande, depuis la crise financière qui a frappé l'île en 2008, profitant des préoccupations financières d'un gouvernement aux abois, la Chine occupe une place importante dans la vie économique du pays ⁽²⁵⁾. L'aide financière de Pékin est jugée inestimable par le président actuel de l'Islande, Ólafur Ragnar Grímsson, qui a visité la Chine cinq fois durant les six dernières années et qui y fait la promotion de l'Islande en tant que centre logistique potentiel en Arctique ⁽²⁶⁾. La Chine est en effet potentiellement intéressée par le projet islandais d'y développer un centre de transbordement pour le transport maritime transarctique ⁽²⁷⁾.

En avril 2012, le Premier ministre Wen Jiabao s'est rendu en Suède et en Islande afin de renforcer la coopération économique et d'y chercher des appuis politiques pour la candidature chinoise au statut d'observateur au Conseil de l'Arctique ⁽²⁸⁾, après que le Danemark eut promis son soutien ⁽²⁹⁾. La présence économique croissante de la Chine en Islande et au Danemark a suscité une couverture médiatique importante et des commentaires parfois inquiets, notamment lorsque Huang Nubo, un riche homme d'affaires

17. Le *Xuelong* n'est pas le premier navire utilisé par la Chine à des fins scientifiques dans les eaux arctiques et antarctiques. Le premier d'entre eux, le *Xiangyanghong 10*, était un navire susceptible de remplir plusieurs fonctions : surveillance de tir de missiles, navire météorologique, relais de communications à longues distances, etc. En 1986, il a été remplacé par un navire identique qui, à son tour, a cédé la place au navire *Ji Di*, construit en Finlande, cf. Gilles Barnichon, *Brise-glace du passage du Nord-Est et de la Baltique*, La Falaise, Éditions Babouji, 2011.
18. Fondée en 1981 (cet organisme s'appelait alors le Bureau du Comité d'expédition nationale en Antarctique), le *Guojia haiyangju jidi kaocha bangongshi* a cinq sections qui gèrent toutes les activités en relation avec l'Arctique et l'Antarctique, ainsi que deux bureaux à l'extérieur de la Chine – au Chili et en Australie – et un centre d'entraînement à Yabuli dans le Heilongjiang. Cf. le site Internet de l'organisation, *Chinese Arctic and Antarctic Administration*, sur www.chinare.gov.cn/en/index.html (consulté le 8 août 2012).
19. Wang Qian, « New icebreaker to improve China's polar research », *China Daily*, 14 novembre 2011, www.chinadaily.com.cn/cndy/2011-11/04/content_14034714.htm (consulté le 8 août 2012).
20. Timo Koivurova, « Limits and possibilities of the Arctic Council in a rapidly changing scene of Arctic governance », *Polar Record*, vol. 46, n° 2, 2009, p. 146-156.
21. « Despite Nobel tiff, Oslo backs China Arctic Council entry », *Terra Daily*, 14 février 2012, www.terradaily.com/reports/Despite_Nobel_tiff_Oslo_backs_China_Arctic_Council_entry_999.html (consulté le 8 août 2012).
22. Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, *China-Denmark Bilateral Relations*, 2011, www.fmprc.gov.cn/eng/wjbj/zjzg/xos/gjlb/3281 (consulté le 8 août 2012).
23. « Denmark Gives Access to Arctic Minerals, Rare Earths to China », *International Business Times*, 2012, <http://au.ibtimes.com/articles/284118/20120119/denmark-gives-access-arctic-minerals-rare-earth.htm> (consulté le 8 août 2012).
24. La Chine produit déjà 90 % des terres rares dans le monde, cf. Andrew Erickson, Gabe Collins, « China Real Time Report », *Wall Street Journal*, 2012, <http://blogs.wsj.com/chinarealtime/2012/01/18/china%E2%80%99s-new-strategic-target-arctic-minerals> (consulté le 8 août 2012).
25. En janvier 2012, la Chine a promis de soutenir la stabilité financière de l'Islande et sa croissance économique, cf. *China's Government Official Portal*, 2012, http://english.gov.cn/2012-01/17/content_2046830.htm (consulté le 8 août 2012). La Russie a elle aussi tenté d'intervenir pour aider l'Islande. Ainsi Moscou a initialement envisagé de débloquer un prêt de 4 milliards d'euros en octobre 2008, puis ce prêt fut réduit par la suite à 500 millions de dollars et finalement refusé par Moscou en octobre 2009 lorsqu'il devint clair que l'Islande avait obtenu un accord séparé avec le FMI et les pays scandinaves.
26. Andrew Ward, Leslie Hook, « Iceland's president welcomes Chinese interest », *Financial Times*, 2 septembre 2011, www.ft.com/intl/cms/s/0/4716d5c2-d57f-11e0-9133-00144feab49a.html#axzz22pbv2IDS (consulté le 8 août 2012).
27. Gouvernement de l'Islande, *Breaking the Ice. Arctic Development and Maritime Transportation. Prospects of the Transarctic Route – Impact and Opportunities*, Akureyri, 2007.
28. « More Chinese pressure on Arctic Council », *BarentsObserver*, 2012, <http://barentsobserver.com/en/arctic/more-chinese-pressure-arctic-council> (consulté le 8 août 2012).
29. « Denmark welcomes China in from the Arctic cold », *Reuters*, 2011, www.reuters.com/article/2011/10/28/us-china-arctic-idUSTRE79R28S20111028 (consulté le 8 août 2012).

chinois, a dévoilé un projet d'achat foncier en Islande en novembre 2011⁽³⁰⁾. Par ailleurs, les activités de coopération économique arctique avec deux acteurs régionaux majeurs, le Canada et les États-Unis, demeurent limitées. La Chine investit davantage dans la région boréale plutôt qu'arctique au Canada (sables bitumineux d'Alberta, mines de fer des lac Otneluk et lac Duncan au Québec), mais on relève aussi le projet de mine de nickel de la firme Jilin Jien à Kangiqsujaq (Nunavik, Québec). Washington ne semble guère préoccupé par l'intérêt de la Chine pour l'Arctique, mais bien davantage par la montée en puissance militaire de Pékin en Asie orientale.

La coopération avec la Russie se développe dans le secteur énergétique, on le verra plus loin⁽³¹⁾. La problématique arctique est en effet au cœur des relations sino-russes, abordée dans le cadre de discussions plus générales sur le partenariat stratégique et énergétique entre les deux pays. La Russie, qui contrôle le passage du Nord-Est et planifie de débiter très prochainement l'exploitation à grande échelle des ressources naturelles dans sa zone arctique, voit dans la Chine un pourvoyeur possible des capitaux nécessaires pour mettre en place ce projet. Toutefois, l'exploitation de ces ressources nécessite une expertise technologique très avancée ainsi que de l'équipement spécifique (plateformes de forage adaptées) dont la Russie et la Chine ne disposent pas, comme le rappelle Qu Tanzhou, responsable de la China Arctic and Antarctic Administration⁽³²⁾ : la Chine ne pourrait donc exploiter les hydrocarbures arctiques que moyennant des accords de coopération industriels.

La Chine et la Russie conduisent également un programme conjoint de recherches scientifiques qui porte entre autres sur les problèmes techniques et technologiques de la construction de gazoducs et oléoducs dans les conditions arctiques et subarctiques⁽³³⁾.

L'analyse bibliographique des articles publiés en Chine ainsi que le bilan des activités scientifiques et géopolitiques chinoises en Arctique montre que cette région intéresse beaucoup, non seulement les chercheurs chinois, mais aussi le gouvernement de la RPC qui semble accorder à l'Arctique une réelle importance. Pékin semble être en train d'élaborer une stratégie à long terme qui lui permettrait de construire une base politique mais aussi logistique pour promouvoir ses intérêts en Arctique.

La position officielle chinoise sur l'Arctique

Quel est le discours officiel de Pékin au sujet de l'Arctique ? Existe-il une réelle stratégie guidant les actions et les déclarations du gouvernement chinois à propos de cette région et de son potentiel (énergétique, maritime, économique, scientifique, militaire, etc.) ? Peut-on identifier les principaux axes de cette stratégie ?

Les déclarations des représentants officiels sont très prudentes et traitent principalement des questions de changement climatique et de problèmes environnementaux⁽³⁴⁾. Dans la majorité des cas, elles s'inscrivent dans le contexte du développement de la coopération internationale en Arctique, et montrent ainsi la volonté de la Chine d'internationaliser le dossier⁽³⁵⁾. Les arguments chinois sont fondés sur la *Convention des Nations unies sur le Droit de la Mer* (CNUDM, 1982, entrée en vigueur en 1994). La CNUDM stipule que les zones de haute mer de l'océan Arctique sont situées au-delà de 200 miles marins (360 km) des côtes des pays l'entourant. Ces 200 miles marins représentent les zones économiques exclusives (ZEE) de chaque pays riverain, dans lesquelles les États côtiers ne sont pas souverains, mais détiennent des droits souverains sur les richesses de la colonne d'eau, des fonds marins et du sous-sol.

Les droits souverains des pays s'établissent aussi sur le plateau continental étendu : l'article 76 de la CNUDM indique que le plateau continental d'un État peut s'étendre sur 350 miles marins (648 km), sans toutefois que les eaux ne dépassent 100 miles marins au-delà de l'isobathe de 2500 mètres de profondeur. De plus, le plateau continental étendu doit absolument être une extension géologique naturelle sans rupture du plateau continental physique. Les clauses de cette convention sont sujettes à bon nombre de disputes et désaccords entre les États qui en Arctique revendiquent chacun l'extension de leur zone de juridiction⁽³⁶⁾.

Des disputes ont émergé quant à l'étendue de ces espaces maritimes et des revendications portant sur l'extension de leur plateau continental arctique sur les dorsales Lomonossov et Mendeleïev, dont plusieurs sources affirment, de manière erronée, qu'elles recèlent, selon les estimations, près d'un quart des réserves mondiales de pétrole et de gaz⁽³⁷⁾. En réalité, les estimations (aucun inventaire crédible des ressources arctiques n'a été mené) font plutôt état de 30 % des réserves de gaz à découvrir, et de 13 % des réserves de pétrole à découvrir, sur l'ensemble des plateaux continentaux physiques⁽³⁸⁾, l'essentiel de ces réserves (près de 95 %) se trouvant à l'intérieur des ZEE⁽³⁹⁾ : autrement dit, les gisements d'hydrocarbures sur les plateaux continentaux étendus, dans l'état actuel des connaissances, seraient sans doute fort limités⁽⁴⁰⁾.

Les déclarations de Pékin au sujet de l'exploration des gisements d'hydrocarbures en Arctique sont rares et restent assez vagues. Ainsi, lors d'une présentation des activités chinoises en Arctique, Xu Shijie, le directeur de la division de politique et de planification au sein de la Chinese Arctic and Antarctic Administration, n'a pas inclus l'exploration des réserves d'hydrocar-

30. Bien que ce projet n'ait pas abouti, plusieurs journalistes l'ont dépeint comme une tentative chinoise de monter un point d'appui stratégique ("a strategic stronghold") dans l'Arctique, cf. Zhang Yunlong, Ren Qingin, « China defends Arctic research », *Xinhua*, 2012, http://news.xinhuanet.com/english/china/2012-01/31/c_122637030.htm (consulté le 8 août 2012).
31. Pour plus de détails sur la coopération sino-russe, voir Nikita Perfiliev, « Perspektivy i problemy rossiisko-kitaïskogo neftegazovogo sotrudnichestva » (Perspectives sur la coopération pétrolière et gazière sino-russe), *Indeks bezopasnosti* (L'index de sécurité), vol. 14, n° 1, 2008, p. 37-54 ; L. Jakobson, D. Knox, J. Peng, « China's Energy and Security Relations With Russia », *SIPRI Policy paper*, n° 29, 2011, p. 1-43.
32. Robert Sullivan, « Unmasking China's Arctic Gas ambitions », *Natural Gas Daily*, 15 mars 2012, p. 9.
33. Voir, par exemple, Du Mingjun, Ma Guiyang, Chen Xiaohan, « Bingtuqu maïdi reyuo guandao tingshu wenjiang shuzhi mosi » (Simulation numérique de chutes de températures dans un oléoduc chaud pendant un arrêt complet dans les régions de pergélisols), *Tianranqi yu shiyou* (Natural gas and Oil), vol. 28, n° 4, 2010, p. 54-57.
34. Linda Jakobson, « China Prepares for an Ice-Free Arctic », art. cit., p. 2.
35. Ren Xiaowei, Li Yongqiang, « Beibingyang zhuquan zhi jue yu Zhongguo guoji zeren xianxi », art. cit., p. 66 sq.
36. Alexandr Davidenko, « Neftegazovye i gazovye terminali. Novostroiki » (Les terminaux pétroliers et gaziers. Nouveaux sites), *Morskiye porty* (Les ports marins), vol. 79, n° 8, 2009, p. 18-23 ; Hannes Gerhardt, Philip E. Steinberg, Jeremy Tasch, Sandra J. Fabiano, Rob Shields, « Contested Sovereignty in a Changing Arctic », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 100, n° 4, 2010, p. 992-1002 ; Kristin Bartenstein, « Le fond marin arctique: convoitises et confusions », in Frédéric Lasserre (dir.), *Passages et mers arctiques. Géopolitique d'une région en mutation*, 2010, Québec, PUQ, p. 291-318.
37. Timo Koivurova, « Alternatives for an Arctic Treaty – Evaluation and a New Proposal », *Review of European Community & International Environmental Law*, vol. 17, n° 1, 2008, p. 14-26.
38. United States Geological Survey, *Circum-Arctic Resource Appraisal: Estimates of Undiscovered Oil and Gas North of the Arctic Circle*, 2008, <http://pubs.usgs.gov/fs/2008/3049/fs2008-3049.pdf> (consulté le 8 août 2012).
39. Yves Mathieu, Institut Français du Pétrole, cité par le *Nouvel Observateur*, « Sauver le pôle Nord », 12 mars 2009 ; « Les réserves en hydrocarbures de l'Arctique », 2009, www.ifpenergies-nouvelles.fr/espace-decouverte/tous-les-zooms/les-reserves-en-hydrocarbures-de-l-arctique_1 (consulté le 18 mai 2009) ; « Pas de pétrole sous le pôle Nord », *Sciences & Avenir*, octobre 2007.
40. Frédéric Lasserre, « Mines et pétrole. Vers une rapide expansion de l'exploitation des ressources naturelles du sous-sol dans l'Arctique ? », in Frédéric Lasserre (dir.), *Passages et mers arctiques. Géopolitique d'une région en mutation*, 2010, Québec, PUQ, p. 373-410.

bures en Arctique dans la liste des objectifs que la Chine cherche à atteindre en Arctique. Il a précisé antérieurement que « puisqu'il n'existe pas d'information fiable sur les réserves de pétrole et de gaz en Arctique, la Chine s'intéresse seulement aux changements climatiques en cette région. Avant de formuler une politique quelconque à ce sujet, il faut d'abord recueillir des informations sur le potentiel minéral et pétrolier [de l'Arctique] »⁽⁴¹⁾.

Quant aux possibilités de navigation dans l'océan Arctique, le gouvernement chinois ne nie pas son intérêt pour la mise en service des nouvelles routes maritimes dans cette zone. Les exportations jouent un rôle très important dans l'économie chinoise et l'utilisation des routes arctiques permettrait à la Chine de diversifier les routes utilisées et diminuer sa dépendance envers le détroit de Malacca⁽⁴²⁾. En admettant l'importance de nouvelles routes en Arctique pour le développement et la sécurité économique de la Chine dans les années à venir, Pékin souligne que toute navigation dans ces eaux doit se faire en collaboration et avec l'autorisation des pays arctiques concernés, notamment la Russie et le Canada⁽⁴³⁾.

Plusieurs auteurs chinois soutiennent que la communauté internationale doit respecter les recommandations de la CNUDM, mais que certaines zones revendiquées par les pays avoisinant l'Arctique relèvent plutôt de la juridiction internationale et devraient être ainsi ouvertes à tous⁽⁴⁴⁾. Un tel arrangement pourrait potentiellement faciliter l'accès de la Chine à l'Arctique. En particulier, l'amiral Zhuo Yin est souvent cité depuis qu'il a affirmé que « l'Arctique appartient à tous les peuples du monde et aucun État n'y a de souveraineté »⁽⁴⁵⁾, sans pourtant que l'on sache trop à quels espaces maritimes l'amiral pensait, ni si ses propos radicaux, certes relayés par l'agence China News Service, sont endossés par le gouvernement.

Malgré l'absence apparente de revendication officielle, l'intérêt croissant de la Chine envers l'Arctique transparait à travers les déclarations de plusieurs scientifiques chinois qui abordent ce sujet avec beaucoup moins de réserve que le gouvernement de Pékin et ses représentants⁽⁴⁶⁾. En soutenant l'hypothèse que la banquise arctique aura complètement fondu en été dès 2030, ils croient que la Chine doit prendre sa place dans ce qui est présenté comme la course à l'Arctique afin de ne pas être écartée du partage des ressources naturelles de cette région, et de profiter pleinement des opportunités économique que la nouvelle voie de navigation devrait offrir dans un futur proche. Ainsi, selon Li Zhenfu, professeur de l'Université maritime de Dalian, « celui qui contrôle la navigation en Arctique, contrôle la nouvelle route de l'économie et de la stratégie internationale »⁽⁴⁷⁾.

Les scientifiques chinois invitent leur gouvernement à changer sa position de neutralité et son attitude passive en s'engageant davantage dans le processus de délimitation des zones de souveraineté en Arctique et du partage des ressources de cette région du monde, sans préciser sur quelle base juridique cette politique pourrait être menée. Selon le directeur du Centre d'Études stratégiques à l'Institut de recherches polaires de Chine, « en étant l'un des plus grands consommateurs d'énergie, la Chine doit améliorer son statut en Arctique et explorer très activement les opportunités de coopération avec les pays de cette région. [...] Selon la loi internationale, l'Arctique n'appartient à aucun pays en particulier [...]. Cependant, l'expansion ambitieuse des pays proches à cette région s'est étendue présentement aussi sur la partie du monde qui est libre. [...] La Chine doit s'adresser à la communauté internationale en montrant ainsi sa capacité et sa résolution à défendre ses intérêts dans le domaine d'exploitation des ressources naturelles et de développement de la navigation en Arctique »⁽⁴⁸⁾.

Ces opinions assez osées des chercheurs chinois sont publiées non seulement par les journaux académiques conventionnels mais aussi par les

périodiques officiels chinois qui ne publient jamais de matériaux ou d'opinions non autorisés au préalable. Ainsi, le journal anglophone de l'Institut des études internationales, qui se trouve sous tutelle du ministère chinois des Affaires étrangères, a publié un article sur les enjeux en Arctique. Non seulement les auteurs donnent une argumentation détaillée sur le droit de la Chine à participer aux affaires arctiques, mais ils exhortent aussi le gouvernement à formuler une politique cohérente en ce sens⁽⁴⁹⁾. Selon les auteurs, les chercheurs de *School of International Relations and Public Affairs* de l'Université Fudan à Shanghai, le gouvernement chinois doit « développer une stratégie holistique nationale en Arctique à moyen et à long-terme, avec un positionnement stratégique bien défini ; [il doit] inclure la protection et l'expansion des intérêts et des droits de la Chine en Arctique dans la stratégie générale du développement de [notre] pays »⁽⁵⁰⁾.

En Chine, où l'information publiée est surveillée et censurée au besoin par le Département de propagande du Parti communiste chinois, tous les articles doivent passer un filtre éditorial et politique très fin pour être publiés dans les journaux et les revues officiels⁽⁵¹⁾. Le fait que des opinions aussi peu prudentes et osées de chercheurs chinois sur la politique que la Chine devrait mener en Arctique soient autorisées à la publication dans les journaux académiques majeurs, semble un indice supplémentaire indiquant la volonté de la Chine de devenir un acteur plus actif en Arctique. La multiplication de ce genre de publications dans la presse écrite et sur les sites d'information chinois serait, probablement, une tentative de préparer l'opinion publique à cette éventualité. Tout comme l'est l'apparition d'un stand consacré à l'exploration de l'Arctique par les Chinois au sein de l'exposition permanente du Musée National de Chine (voir Photo 2) qui se trouve sur la place Tiananmen à Pékin. Cette exposition, intitulée « La voie de la renaissance » (*fuxing zhi lu* 复兴之路), illustre le développement du

41. Xu Shijie, *Chinese Arctic and Antarctic Administration – China's Activities and Prospecting in the Arctic*, Présentation faite au Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité (CEPES), Conférence "La Chine et l'Arctique", 30 avril 2012, Montréal, Canada.
42. En étant le chemin le plus court entre l'océan Indien et Pacifique, le détroit de Malacca est l'une des voies maritimes les plus empruntées au monde qui est devenu un point névralgique des routes commerciales mondiales pour les ressources énergétiques, ainsi que pour l'ensemble des autres biens.
43. Lu Jinyuan, *Beiji diyuan zhengzhi yu zhongguo yingdui* (La géopolitique en Arctique et la réponse de la Chine), Pékin, Shishi chubanshe, 2010.
44. Zhao Yun, « Xianxi Beiji suonian linde falu taozhan jiqi dui woguode yinxiang » (L'analyse des défis légaux en Arctique et son influence sur la Chine), *Haiyang kaifa yu guanli* (Ocean Development and Management), vol. 26, n° 3, 2009, p. 17-21 ; Liu Huirong, Dong Yue, Hou Yijia, « Baozhang woguo Beiji kaocha jixian guanli falu tuijin chushen » (L'approche légale pour protéger pour défendre les intérêts et les droits chinois en Arctique), *Zhongguo haiyang daxue xuebao*, n° 6, 2010, p. 1-4.
45. Cité par Gordon Chang, « China's Arctic Play », art. cit.
46. Li Zhenfu, « Diyuan zhengzhi zhili lilun yanbian yu Beiji hangxian diyuan zhengzhi lilun jiashe » (Évolution de la théorie géopolitique et hypothèses géopolitiques sur les voies de navigation arctiques), *Shijie Dili Yanjiu*, vol. 19, n° 1, 2010, p. 6-13 ; Zhang Shengjun, Li Xing, « Zhongguo nengyuan anquan yu Zhongguo Beiji zhanlue dingwei » (La sécurité énergétique de la Chine et sa position géopolitique en Arctique), *Guoji guancha* (International Review), n° 4, p. 64-71.
47. Linda Jakobson, « China Prepares for an Ice-Free Arctic », art. cit., p. 6.
48. Traduction libre, cf. Zhu Shanshan, « Arctic competition heats up as ice melts », *Global Times*, 2011, www.globaltimes.cn/NEWS/tabid/99/articleType/ArticleView/articleid/666783/Arctic-competition-heats-up-as-ice-melts.aspx www.globaltimes.cn/NEWS/tabid/99/articleType/ArticleView/articleid/666783/Arctic-competition-heats-up-as-ice-melts.aspx (consulté le 8 août 2012) ; « Arctic nations should warm to other powers », *Global Times*, 2011, www.globaltimes.cn/NEWS/tabid/99/ID/669098/Arctic-nations-should-warm-to-other-powers.aspx (consulté le 5 août 2012).
49. Qin Qian, Chen Yugang, « The Post-Cold War International Cooperation in the Arctic Region », *China International Studies*, September/October 2011, p. 138-155.
50. *Ibid.*, p. 154.
51. Dominique Colomb, *Médias et communication en Chine. Au-delà des paradoxes*, Paris, L'Harmattan, 2008.



Photo 2. Le stand consacré à l'exploration chinoise de l'Arctique, Musée national de Chine, Pékin, 14 décembre 2012. © Olga Alexeeva

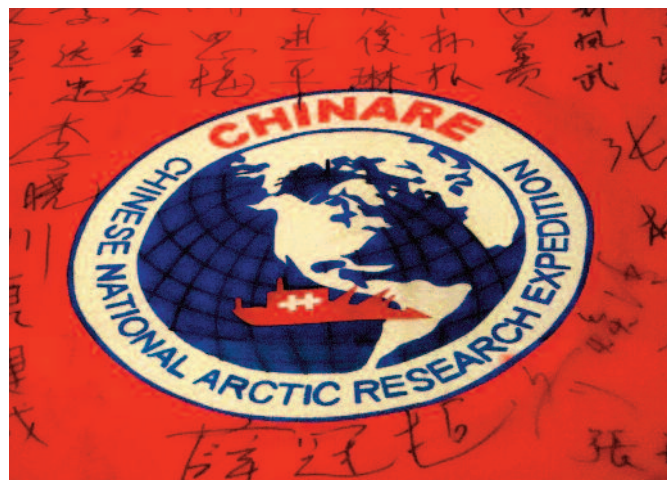


Photo 3. Le drapeau de la mission arctique chinoise avec les autographes des participants, Musée national de Chine, Pékin, 14 décembre 2012. © Olga Alexeeva

mouvement révolutionnaire en Chine depuis le XIX^e siècle et résume les grandes réalisations du peuple chinois accomplies sous la direction du Parti communiste chinois. Le stand sur l'Arctique et l'Antarctique se trouve entre le stand sur le programme spatial chinois et celui sur les essais des armes nucléaires, en soulignant ainsi l'importance symbolique que le gouvernement chinois attache à ses activités en Arctique. Le musée, dont l'entrée est gratuite, attire environ 4 millions de visiteurs annuels. Il est non seulement une vitrine de la Chine mais aussi un instrument d'éducation politique et historique des citoyens chinois⁽⁵²⁾.

Il serait surprenant que la position des chercheurs chinois devienne la politique officielle de la Chine, car Pékin a traditionnellement défendu la non-ingérence dans les revendications des tiers, un principe de la politique étrangère qui, depuis les années 1950, est devenue très populaire parmi les anciennes colonies ayant obtenu leur indépendance. En soulignant le fait que l'intervention des forces extérieures dans les affaires économiques et politiques d'un État a rarement été utile et efficace à long terme, la Chine met également ce principe en avant pour défendre son refus de l'ingérence de tiers dans sa politique intérieure⁽⁵³⁾. Ainsi, argumenter que le passage du Nord-Ouest est un détroit international présente le risque, pour la Chine, que le Canada réplique en affirmant que le détroit de Qiongzhou, entre Hainan et le continent, est aussi un détroit international, ce que nie la Chine. De même, la Chine cherche à justifier ses revendications dans les mers de Chine du Sud et de l'Est : il paraîtra difficile de justifier l'extension des espaces maritimes chinois mais de nier ce droit aux États arctiques.

Ainsi, même si le vice-ministre des affaires étrangères Hu Zhengyu a déclaré que la « Chine n'a[vait] pas de politique arctique » au cours d'une conférence tenue au Spitzberg en novembre 2009⁽⁵⁴⁾, les sources chinoises nous laissent entrevoir que la Chine est en train d'élaborer une stratégie réelle et bien définie par rapport à ses intérêts en Arctique, stratégie qui comprend quatre volets principaux :

1. Renforcer la recherche scientifique sur le terrain afin de légitimer sa présence croissante dans la région.
2. Développer des relations avec les pays entourant l'océan Arctique.
3. Consolider la coordination entre les États non arctiques afin de trouver des intérêts communs à défendre et à promouvoir internationalement.

4. Développer sa propre stratégie face au Nord et l'insérer dans son plan global de développement.

Ces éléments ne sont que les axes généraux de la politique chinoise en Arctique, dont les détails, les objectifs à court et long terme, les applications pratiques et les conséquences géopolitiques restent à découvrir et à étudier. À tout le moins, il n'apparaît pas que la Chine cherche à contrer les revendications sur les espaces maritimes des pays riverains de l'océan Arctique.

La coopération russo-chinoise en Arctique

N'étant pas un État circumpolaire, la Chine cherche aujourd'hui à se rapprocher des pays avoisinant l'Arctique, en renforçant ainsi sa présence économique et géopolitique dans la région. Une série d'accords conclus avec le Danemark et l'Islande depuis 2000, on l'a vu, témoignent de l'intérêt de plus en plus visible et explicite de la Chine envers ces pays qui, à long terme, pourraient devenir les points importants du transit maritime de la région arctique. Ce même raisonnement est aussi au cœur de relations avec un autre pays riverain, la Russie, qui contrôle le passage du Nord-Est et qui planifie l'exploration des vastes ressources naturelles dont elle dispose dans la zone arctique. Le développement de la coopération énergétique avec la Russie en Arctique semble être l'un des éléments les plus importants de la stratégie actuelle de Pékin, car cela lui permettra dans l'avenir d'avoir un accès légitime à l'Arctique et à son potentiel de navigation et d'exploitation de ressources naturelles. Selon les experts chinois, la Russie serait la principale porte d'entrée en Arctique pour les compagnies chinoises souhaitant explorer le potentiel énergétique et maritime de la ré-

52. « National Museum of China officially opens to public », *Xinhua*, 2012, http://news.xinhuanet.com/english/china/2012-03/01/c_131440701.htm (consulté le 8 août 2012) ; Brice Pendroletti, « Les expositions du musée national de Chine détournent l'histoire », *Le Monde*, 11 avril 2012, www.lemonde.fr/culture/article/2011/04/11/les-expositions-du-musee-national-de-chine-detournent-l-histoire_1506084_3246.html (consulté le 8 août 2012).

53. Pour plus d'information sur l'évolution de la politique extérieure de la Chine, consulter, par exemple, Li Jie, « Reflections on the New China's Diplomacy in the Past Sixty Years », *China International Studies*, n° 18, 2009, p. 4-30.

54. Linda Jakobson, « China Prepares for an Ice-Free Arctic », *art. cit.*, p. 9.

gion dans un avenir proche⁽⁵⁵⁾. Ainsi, le gouvernement chinois a déjà signé un nombre d'accords de coopération avec quelques régions arctiques russes : en lakoutie, au nord-est de la Sibérie, par exemple, la Chine finance la mise en service d'un couloir de transport entre le gisement de charbon de Ziryanka (district de Verkhnekolymsk) et Shanghai, via le passage du Nord-Est, qui va permettre de fournir à court terme à la RPC 60 000 tonnes de charbon par an⁽⁵⁶⁾. Ce volume représente peu dans la consommation totale de la Chine, mais il traduit tant les efforts de la RPC pour se diversifier que ceux de la lakoutie pour trouver de nouveaux débouchés. Vue l'importance que la Chine accorde à son partenariat énergétique et économique avec la Russie dans la zone arctique, il nous a paru nécessaire d'étudier davantage ce sujet et de donner un aperçu plus détaillé du développement de ce phénomène.

Les principes de la coopération sino-russe ont été définis dans le Traité d'amitié, de coopération et de bon voisinage, signé entre les pays en 2001. Cet accord a marqué la volonté de Moscou et de Pékin de garantir la sécurité à travers la confiance mutuelle, et d'entreprendre la coopération sur le principe du bénéfice réciproque, principalement dans le domaine énergétique⁽⁵⁷⁾. Le dernier accord sino-russe, signé le 23 septembre 2009 par les présidents russe, Dmitri Medvedev, et chinois, Hu Jintao, renforce cette tendance au développement de la coopération économique entre les deux pays. Intitulé le « Programme de coopération 2009-2018 entre les régions russes d'Extrême-Orient et de Sibérie orientale et celles du Nord-Est de la République populaire de Chine », cet accord comprend 205 projets communs majeurs dont la réalisation va hisser les relations sino-russes à un palier supérieur, jusque-là jamais atteint au cours de leur histoire commune.

Tous les projets sur le territoire russe sont fondés sur l'exploitation en partenariat des gisements de charbon, de minerai de fer, de métaux précieux, d'apatite et de molybdène en Sibérie orientale. L'extraction de matières premières va être financée par des capitaux chinois et réalisée par la main-d'œuvre chinoise qu'on fera venir pour l'occasion des provinces frontalières avec la Russie, fortement touchées par le chômage à cause de la fermeture des grandes entreprises d'État. Une fois extraites, les matières premières seront transportées en Chine, dans le Nord-Est du pays afin d'être transformées en produits finis. Le gouvernement de Pékin va créer sur son territoire de nombreuses usines de production d'étain, de plomb, de feuilles de cuivre, de briques, etc. Ainsi, la coopération russo-chinoise des dix prochaines années sera fondée sur le principe des matières premières russes contre l'argent, les technologies et la main-d'œuvre chinoise.

Les projets de coopération russo-chinois en Arctique semblent suivre la même logique et s'inscrire dans les axes importants de la politique étrangère des deux pays. La Russie, qui utilise ses ressources naturelles comme instrument de pression dans ses relations internationales, souhaite diversifier les consommateurs de ses hydrocarbures afin de réduire sa dépendance par rapport à l'Occident⁽⁵⁸⁾. Pour atteindre cet objectif, la Russie doit d'une part développer un réseau de transport sur son territoire et mettre en place les routes alternatives, et d'autre part, commencer à exploiter les gisements abondants dans ses zones arctiques, comme la péninsule de Yamal, qui doivent prendre la relève de certaines exploitations sibériennes déjà en déclin⁽⁵⁹⁾. Ainsi, *Gazprom*, le géant russe du gaz, planifie de mettre en service avant 2030 un nombre de gisements off-shore en Arctique, notamment dans les mers de Barentsz, d'Okhotsk, de Kara et de Petchora, ce qui lui permettra d'augmenter sa production de gaz de 11

milliards de TEP⁽⁶⁰⁾. Pour le gouvernement chinois qui est en quête d'intensification et de diversification de ses importations d'hydrocarbures pour soutenir sa croissance économique, la Russie constitue un fournisseur idéal en raison de la proximité et de l'abondance de ses gisements pétro-gaziers. Soutenant la thèse de la « complémentarité des économie chinoise et russe »⁽⁶¹⁾, Pékin participe activement à la plupart des projets énergétiques et économiques en Russie, que ce soit au niveau national ou régional.

En 2009, la compagnie pétrolière russe Rosneft, appartenant à l'État, a annoncé qu'elle lançait un projet de développement et d'exploitation de trente nouveaux sites pétrogaziers en milieu arctique ou dans l'off-shore profond. Cependant, pour y parvenir, la compagnie doit d'abord réunir les fonds nécessaires pour financer le projet, ainsi que se procurer les techniques d'exploitation pétrogazières permettant de forer le fond des océans à une grande profondeur, dans des conditions climatiques extrêmes et avec de nombreuses difficultés d'accès⁽⁶²⁾. Dans ce domaine, la Russie accuse un retard important par rapport aux sociétés pétrolières occidentales⁽⁶³⁾. Ces considérations ont poussé la Russie à chercher des partenaires à l'étranger, notamment en Chine. Trois compagnies chinoises ont proposé de fournir les capitaux ainsi que la main-d'œuvre nécessaires, China National Petroleum Corporation, China National Offshore Oil Corporation et China Petroleum & Chemical Corporation Limited. Selon la presse russe, les discussions bilatérales russo-chinoises sont actuellement en cours afin de déterminer le niveau et le volume de la participation chinoise dans ce projet.

55. Li Jingmei, Shao Zijun, Fang Dianying, Wang Xinran, « Beijiqian youqi ziyuan qianli fenxi » (L'analyse du potentiel gazier et pétrolier du cercle arctique), *Ziyuan yu chaye* (Resources & Industries), vol. 12, n° 4, p. 29-33.
56. « lakoutia, ugol' i Severnyj morskoy put' » (lakoutie, le charbon et le passage du Nord-Est), *Neftegaz.ru*, 2012, <http://neftgaz.ru/news/view/102170> (consulté le 8 août 2012).
57. Isabelle Facon, « Les relations Chine-Russie vues de Moscou : variable de la politique étrangère ou réel partenariat stratégique ? », *Cahiers de Mars*, n° 183, 2005, p. 100-110.
58. Guillaume Mascotto, « Entre intérêt mutuel et méfiance : les relations énergétiques sino-russes », *Cahiers de Recherches – CEIM*, 2009, www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/chine.energie.pdf (consulté 7 juillet 2012).
59. En moyenne, les gisements connus de pétrole en Sibérie (mis en exploitation) sont épuisés à 50 %, ceux de l'Oural à 70 % et ceux de la partie européenne de la Russie à 65 %. Les gisements de gaz dans les anciens lieux d'exploitation (régions de Krasnodar, de Stavropol, de cours inférieur de la Volga) sont épuisés à 80-90 %, ceux de la Sibérie à 40 %. Cf. V. Podolski, O. M. Pritchepa, « Neftegazovyy potentsial Rossii. Sovremennoe sostoianie, perspektivy razvitiia » (Le potentiel pétrolier et gazier de la Russie. L'état actuel et les perspectives du développement), *Neftegazovaiia geologia. Teoria i praktika* (La géologie du pétrole et du gaz. La théorie et la pratique), n° 2, 2007, p. 1-23.
60. « Gazprom planirovet do 2030g prirastit' zapasy v Arktike na 11 mlrd t ouslovnogo topliva » (Gazprom planifie d'augmenter les ressources en Arctique avant 2030 jusque 11 milliards de tonnes de TEP), *Sever – nach!* (L'Arctique est à nous !), 23 septembre 2011, <http://preview.severnash.ru/economics/energy/3014-gazprom-planiruet-do-2030g-prirastit-zapasy-v-arktike-na-11-mlrd-t-uslovnogo-topliva.html> (consulté le 8 août 2012).
61. Les chercheurs chinois soulignent que depuis des années la Chine approvisionne le marché russe en toutes sortes de produits de grande consommation, alors que la Russie exporte en Chine des matières premières nécessaires pour le développement de l'économie chinoise fondée sur la production des biens de la vie quotidienne. De plus, la Chine envoie en Russie des milliers des travailleurs qui aident à reconstruire l'économie russe et à la faire avancer. Du fait de ces interdépendances économiques importantes, de la proximité géographique des deux pays, ainsi que grâce aux liens politiques et historiques étroits entre la Chine et la Russie, les économies chinoise et russe deviennent de plus en plus complémentaires. Cf. Chen Xianling, « ZhongE ngyuan hezude xianzhuang qianjing fenxi ji qishi » (L'état actuel, l'analyse et les remarques sur les perspectives de la coopération énergétique sino-russe), *Xiboliya yanjiu* vol. 37, n° 3, 2010, p. 22-28; Xing Guangcheng, « Deepen the Meaning of Sino-Russian Strategic Partnership of Coordination », *China International Studies*, Septembre-Octobre 2011, p. 156-177.
62. Alexandr Davidenko, « Neftegazovye i gazovye terminali. Novostroiiki », *art.cit.*, p. 19 sq.
63. S. B. Savelieva, G. N. Chian, « Arktika : okreplenie geopoliticheskikh pozitsii i ekonomicheskoe razvitiie » (L'Arctique : le renforcement des positions géopolitiques et le développement économique), *Vestnik MGU* (Courrier de l'Université d'État de Moscou), vol. 13, n° 1, p. 115-119.

La plus grande partie du pétrole et du gaz que la Russie pense extraire de ses gisements arctiques est destinée au marché asiatique, en particulier à la Chine⁽⁶⁴⁾. Cela met la question du transport de ces hydrocarbures au cœur des préoccupations sino-russes⁽⁶⁵⁾. Les gisements en question ne sont pas encore reliés au système de gazoducs et oléoducs russes, même si les compagnies russes Transneft et Gazprom en planifient la construction⁽⁶⁶⁾. Cette nécessité de construire des infrastructures et des installations lourdes et coûteuses (raffineries spécialisées pour les pétroles lourds) afin de rendre les produits pétrogaziers extraits commercialisables a également incité la Russie à étudier plus attentivement la possibilité de mise en place de voies de navigation sur la route maritime du Nord⁽⁶⁷⁾. Ainsi, la première tentative de transporter les hydrocarbures russes en Chine en utilisant la Route maritime du Nord a été entreprise en août 2010. Le tanker *Baltica*, accompagné d'un brise-glace, a mis 27 jours pour livrer les 70 000 tonnes de condensat de gaz naturel de Mourmansk à Ningbo, ville portuaire située au Nord-Est de province chinoise de Zhejiang.

Ce premier essai a été suivi par la signature d'un accord sur la coopération à long terme dans le domaine de la navigation arctique entre la société russe de transport maritime Sovcomflot et China National Petroleum Corporation, en novembre 2010. Cet accord, déclaré officiellement partie intégrante de la stratégie de coopération énergétique sino-russe, a été signé en présence de Igor Setchine, vice-Premier ministre de la Fédération de Russie et accessoirement président du conseil d'administration de la compagnie Rosneft, et de Wang Qishan, vice-Premier ministre du Conseil des Affaires d'État de la RPC. En plus des conventions déjà existantes, cet accord détermine les modalités de l'utilisation conjointe du potentiel passage du Nord-Est, qu'il s'agisse de transit ou de transport des hydrocarbures en provenance des gisements pétrogaziers arctiques. En 2011, plusieurs vraquiers ont transporté du minerai de fer chargé à Mourmansk ou à Kirkenes (Norvège) vers des ports chinois, en transitant par la Route maritime du Nord (RMN), et plusieurs pétroliers et méthanières ont fait de même entre Vitino et la Chine : plus de 600 000 tonnes de condensat ont ainsi été livrées en Asie via la RMN en 2011⁽⁶⁸⁾. De fait, la Chine semble davantage s'intéresser aux routes arctiques en ce qu'elles permettent d'accéder aux ressources naturelles, ressources qu'elle envisage d'acquérir selon les mécanismes du marché, qu'aux possibilités de transit, lequel semble finalement peu intéresser les transporteurs maritimes⁽⁶⁹⁾.

Par ailleurs, les autorités maritimes russes projettent de lancer un nouveau programme national d'une grande envergure dont l'objectif sera de créer les conditions favorables à l'exploitation de ce nouveau corridor de transport dans un futur proche⁽⁷⁰⁾. Ce programme comprend plusieurs étapes successives :

- Développement des infrastructures portuaires le long de la route maritime du Nord (ports d'Indiga, de Pechenga et de Varandey sur les côtes de la mer de Barents, installations portuaires sur la péninsule de Yamal, etc.) et modernisation des ports déjà existants (Khatanga, Tiksi, Pevek, Doudinka et Dikson) ;
- Réparation des navires arctiques russes existants et construction d'une série de brise-glaces de nouvelle génération, dont quelques-uns à propulsion nucléaire, pour remplacer les bâtiments vieillissants et augmenter leur nombre ;
- Réalisation de travaux hydrographiques de grande ampleur afin d'obtenir les informations techniques et géographiques précises

permettant d'assurer une navigation sûre dans les zones arctiques concernées ;

- Modernisation du système d'intervention d'urgence dans les eaux arctiques et création d'un centre de recherche et de sauvetage à Tiksi qui devrait réaliser le monitoring des zones de navigation et coordonner les opérations de sauvetage⁽⁷¹⁾.

La Chine souhaiterait participer à ce programme d'activités et élargir la coopération déjà existante entre les deux pays dans la zone arctique russe⁽⁷²⁾. Parmi les propositions de Pékin figurent l'aide financière à la mise en place et l'exploitation des routes maritimes en Arctique, l'évaluation des réserves des ressources naturelles dans la région et la coopération scientifique. Ainsi, la Chine va participer au projet de la construction et mettre en service des centrales nucléaires flottantes en Arctique qui devraient être installées sur les rivages maritimes ou fluviaux afin de fournir de l'énergie aux futurs ports et bases commerciales le long du passage du Nord-Est⁽⁷³⁾.

Le gouvernement chinois espère également que la Russie autorise des avions chinois scientifiques à survoler son territoire arctique et donne le feu vert au projet permettant aux chercheurs chinois de travailler sur les stations russes en Arctique⁽⁷⁴⁾. Néanmoins, cette possibilité de collaboration russo-chinoise dans l'exploration de l'Arctique suscite de nombreuses questions. Quel est le niveau réel de coopération sino-russe dans les zones arctiques ? La Russie serait-elle capable de mettre en place un programme du développement de l'Arctique si ambitieux ? Quel serait le rôle de la Chine dans ce processus ? Peut-on parler d'extension du partenariat stratégique entre les deux pays ou bien d'un accord d'un nouveau genre ? Tout semble indiquer que Vladimir Poutine, récemment réélu comme président de la Russie, va orienter sa politique étrangère dans ce sens en mettant

64. V. A. Popov, « Perspektivy razvitiya portov Arktiki i Severnogo morskogo puti » (Les perspectives du développement des ports en Arctique et du celui de passage du Nord-Est), *Razvitiye portov* (Développement des ports), n° 5, p. 12-15 ; *Strategiya razvitiya arkticheskoi zony Rossiiskoi Federatsii i obespechenie natsional'noi bezopasnosti na period do 2020 goda* (La stratégie de développement de la zone arctique de la Fédération de la Russie et de la sécurité nationale dans une période jusqu'en 2020, 2010, http://narfu.ru/aan/institut_arctic/strategy_AZRF_2010.pdf (consulté le 8 août 2012).
65. *Osnovnie polozenia strategii morskoi deiatelnosti Rossiiskoi Federatsii do 2020 goda i na bolee otдалennouyou perspektivu* (Les principaux volets de la stratégie de Fédération de la Russie en matière de navigation jusqu'en 2020 et dans une perspective plus lointaine), Moscou, SOPS, 2009.
66. V. A. Popov, « Perspektivy razvitiya portov Arktiki i Severnogo morskogo puti », *art.cit.*, p.13.
67. V. I. Khodyrev, E. K. Blinov, « Eksploatatsiya Severnogo morskogo puti – etap sovremennogo innovatsionnogo razvitiya Rossii » (L'exploitation de la route maritime du Nord – Une étape importante du développement actuel de la Russie), *Gosudarstvo i transport* (État et transport), vol. 20, n° 1, 2009, p. 4-6.
68. « Less Russian oil around the coast of Norway », *BarentsObserver*, 1er décembre 2011.
69. Frédéric Lasserre, Sébastien Pelletier, « Polar super seaways? Maritime transport in the Arctic: an analysis of shipowners' intentions », *Journal of Transport Geography*, n° 19, 2011, p. 1465-1473.
70. « Osnovy gosudarstvennoi politiki Rossiiskoi Federatsii v Arktike na period do 2020 goda i dal'neichie perspektivy » (Les principaux volets de la politique de Fédération de la Russie en Arctique jusqu'au 2020 et dans une perspective plus lointaine), *Rossiiskaia gazeta* (Le Journal russe), 30 mars 2009.
71. *Ibid.*
72. Tatiana Pitchugina, « Kitaitsy rasskazali o planakh po izutcheniou Arktiki » (Les Chinois dévoilent leur plans en Arctique), *Naouki i Tekhnologii RF* (Les sciences et les technologies de la Fédération de la Russie), 2011, www.strf.ru/material.aspx?CatalogId=222&d_no=41978 (consulté le 8 août 2012).
73. Artem Gontcharuk, « Drougoe sotrudnichestvo » (Une autre coopération), *ChinaPRO*, 29 mars 2012, www.chinapro.ru/rubrics/2/7609 (consulté le 8 août 2012) ; « Kitai i Rossia postroiât plavutchie AES dlia Krainego Severa » (La Chine et la Russie vont construire les centrales nucléaires flottantes pour l'Arctique), *Sever – nach!* (L'Arctique est à nous !), 16 septembre 2011, <http://pre-view.severnash.ru/economics/energy/2867-kitay-i-rossiya-postroyat-plavuchie-aes-dlya-kraynego-severa.html> (consulté le 8 août 2012).
74. Tatiana Pitchugina, « Kitaitsy rasskazali o planakh po izutcheniou Arktiki », *art.cit.*

l'accent sur le développement des relations sino-russes en général et sur les perspectives de la coopération conjointe en Arctique. Ainsi, la première visite officielle prévue par Vladimir Poutine en qualité de président sera en Chine en juin 2012, quelques semaines seulement après son investiture.

Conclusion

Malgré la présence croissante de la Chine en Arctique et l'ancienneté des programmes de recherche, l'affirmation d'une volonté politique est un fait très récent, dont de nombreux éléments restent encore à découvrir et à étudier. L'analyse de l'évolution de la politique de Pékin envers l'Arctique durant ces quinze dernières années nous a permis de découvrir l'existence d'une réelle stratégie que la Chine a conçue et a progressivement mise en place afin de défendre ses intérêts dans cette partie du monde. D'une part, la Chine a planifié et a réalisé un vaste programme de recherches polaires en contribuant ainsi à l'avancement et l'approfondissement de nos connaissances au sujet de cette zone très particulière de notre planète. D'autre part, en établissant des liens socioéconomiques et politiques durables avec les pays circumpolaires et en participant de manière active aux débats internationaux au sujet de l'avenir de l'Arctique et du rôle de cette région dans le développement mondial, la Chine a réussi à se faire reconnaître comme l'un des acteurs principaux sur la scène arctique tout en n'ayant aucun accès géographique à cette région. Ainsi, il apparaît que les objectifs chinois correspondent à ses ambitions d'une nouvelle puissance : faire entendre sa voix dans la gouvernance régionale et disposer d'options

sur le développement des ressources du marché via les mécanismes du marché. Point de contestation officielle des revendications actuelles russe et canadienne sur les passages arctiques.

Toutefois, il reste encore beaucoup d'inconnues dans l'équation « Chine-Arctique ». Certains éléments du discours de chercheurs chinois sont très contestables en droit international : le gouvernement chinois précisera-t-il prochainement sa position ? Quelles sont les applications pratiques et les conséquences de la stratégie de Pékin ? Existence-ils d'autres volets de la politique chinoise en Arctique ? Comment s'inscrit-elle dans la doctrine géopolitique et énergétique de la Chine ? Pour répondre à toutes ces questions et afin de mieux comprendre la stratégie chinoise en Arctique ainsi que de prévoir son évolution dans les années à venir, il faudra recueillir plus de données quantitatives et qualitatives relatives à ce sujet dans les recherches futures.

■ **Olga V. Alexeeva est professeur d'histoire de la Chine au Département d'histoire à l'Université de Québec à Montréal (UQÀM).**

Université de Québec à Montréal, Département d'histoire, Pavillon Hubert Aquin, 400 rue Sainte-Catherine Est, Montréal, Qc, H2L 2C5 (alexeeva.olga@uqam.ca).

■ **Frédéric Lasserre est directeur de projet (ArcticNet) au département de géographie de l'Université Laval (Québec).**

Département de géographie, Pavillon Abitibi Price, 2405 rue Terrasse, Université Laval, Québec, QC, G1V 0A6 (frederic.lasserre@ggr.ulaval.ca).